



Yas

Vis l'instant Yas
YasApp
 L'app tout-en-un qui simplifie ton quotidien!



Scanne, télécharge et utilise gratuitement la YasApp. Profite en plus d'1 Go de bonus offert!



www.journal-lemedium.com

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #
 Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0703 du 19 au 25 Mai 2026 - Prix : 250 F CFA

SOCIÉTÉ-MAIRIE GOLFE 6 (ADETIKOPÉ) :
L'ÉTERNEL CHEMIN DE CROIX DES RIVERAINS DU TRONÇON WELLCITY



3È EDITION DU BIASHARA AFRIKA :



FAURE GNASSINGBÉ APPELLE À UNE NOUVELLE DYNAMIQUE DU COMMERCE INTRA AFRICAIN

P.3

L'INFO QUI FAIT BOUGER LE TOGO



republicoftogo.com

EDITO
SINCERITE, HONNETETE
ET LOYAUTE



Notre monde actuel est vraiment pourri. Toutes les bêtises y sont commises. Tous les coups bas ont pignon sur rue. Que dire de l'homme qui est au centre de toutes les actions de cette humanité ?

S'il faut formuler un vœu valable et utile pour nous tout au long de notre existence terrestre, c'est bien de nous inviter à la sincérité, à l'honnêteté et à la loyauté.

Nous devons voir le monde dans lequel nous vivons autrement. Avec sincérité, honnêteté et loyauté.

Comme l'a si bien dit Albert Camus, " l'effort le plus épuisant de ma vie a été de juguler ma propre nature pour la faire servir à mes plus grands desseins ", retenons tout simplement que notre expérience de la vie est basée sur la façon dont nous voyons le monde. La même situation peut être perçue de manière différente par deux personnes différentes.

L'une peut voir une perte, l'autre une opportunité. Lune peut se sentir comme une victime, l'autre comme un créateur de changement.

La première étape pour devenir qui on veut vraiment être dans la vie consiste à accepter le fait que la façon dont on voit le monde n'est peut-être pas la bonne. Dans tous les cas, si on souhaite accomplir quelques choses de nouveau et apporter des changements significatifs à sa vie, il nous faudra de la discipline. Bien plus encore de la sincérité et de l'honnêteté.

Crédo TETTEH



Récapitulé
N°0465/29/10/12/HAAC
Adresse :
23Rue Formatec, Agoè-Cacavéli
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse : Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :
TETTEH Adjé K. Crédo
Directeur de la Publication :
WOUSSOU Kossi
Rédaction :
Crédo TETTEH
Ali Samba
Infographie : JPB
Impression : VISION
Tirage : 2500 exemplaires

COOPÉRATION INTERNATIONALE-DÉFIS SÉCURITAIRES :
LE SOUTIEN DE LA FRANCE AU TOGO

Le mercredi dernier, le ministre togolais de la justice, Maître Pacôme Adjourouvi s'est entretenu avec son homologue français Gérard Darmanin. Cette rencontre vise à renforcer la coopération entre le Togo et la France dans le domaine de la justice et de la sécurité. Notamment le soutien de la France au Togo face aux défis sécuritaires.

Au cours de leur entretien empreint de convivialité, les deux ministres ont discuté plusieurs sujets importants notamment l'entraide judiciaire, le partage d'informations, la coopération pénale internationale, la formation des magistrats togolais, la modernisation de la justice togolaise.

Il faut préciser que cette rencontre a eu lieu dans un contexte où le nord du Togo fait face à la menace



Le ministre Adjourouvi et son homologue français Gérard Darmanin

des groupes armés terroristes venant du Sahel. Dans cette optique, le gouvernement togolais entend renforcer la lutte contre le terrorisme, le combat contre le financement des groupes armés, et la lutte contre les réseaux criminels transfrontaliers.

Le soutien de la France au Togo face aux défis sécuritaires

Des échanges entre les ministre Adjourouvi et Darmanin, l'on note le soutien de la France au Togo afin de faire face aux défis sécuritaires.

" Face au terrorisme et aux

ingérences, la France se tient aux côtés du Togo ", a déclaré Gérard Darmanin, le ministre français de la justice.

Précisons que la France accompagne aussi le Togo dans la formation des magistrats et l'amélioration du système judiciaire grâce à des programmes spécialisés.

La présence du ministre togolais de la justice en France et surtout ses échanges avec son homologue français renforce et traduit le rapprochement entre Lomé et Paris, surtout après la récente visite du ministre français des Affaires étrangères au Togo.

Les relations de coopération entre le Togo et la France ne cessent de se renforcer notamment en matière de sécurité, de justice et de diplomatie.

@LEMEDIUM

Société-Mairie Golfe 6 (Adetikopé) :
L'ÉTERNEL CHEMIN DE CROIX DES RIVERAINS
DU TRONÇON WELLCITY

La semaine passée, dans notre parution nous avons attiré l'attention des responsables de la Mairie d'Adetikopé (Golfe 6) sur le calvaire des habitants du tronçon wellcity. Non seulement en saisons de pluies mais en tout temps où la voie est difficilement praticable où également le comportement des camions de sable laissent à désirer. En effet, ces camions de sable ne respectent rien du code de la route sur le tronçon. Les stationnements sont vraiment anarchiques, obstruant la voie de Wellcity déjà dans un état comateux.

Mais là où le bât blesse, c'est l'inaction des responsables de la Mairie Golfe 6 (Adetikopé). On se demande si ces derniers sont bien conscients des réalités misérables des riverains de la zone ou carrément s'en fouetteraient-ils ? Parce qu'on ne peut pas comprendre qu'une mairie soit responsable de cette zone mais ne fait presque rien pour soulager les peines de ses habitants qui pourtant font du commerce sur le tronçon avec tout ce qui cela comporte comme paiements de taxes à la Mairie.

La grande interrogation serait également de savoir si le Maire Golfe 6 prend même le temps de circuler dans sa commune pour répertorier ce qui ne se passe pas bien en vue d'en faire des priorités dans le bien-être de ses administrés ? Ses services techniques lui font-ils des

rapports fidèles ? La question demeure et nulle intention de l'incriminer. Cependant, il est de son devoir de soulager les peines des habitants de ce tronçon qui ne savent plus à quel saint se vouer.

Nous parions que si ces riverains avaient la chance de relater leur calvaire de vive voix au Président du Conseil, ils n'hésiteraient pas un seul instant. Ce qui nous amène à nous poser la question de savoir si les responsables de la Mairie Golfe 6 sont réellement conscients de leur mission et si la libre circulation des personnes demeure leur priorité.

Discipliner les conducteurs de camions de sable sur le tronçon Wellcity

Déjà avec l'état comateux de la route, pas nécessairement en saison de pluies, il est très difficile pour les autres usagers de cohabiter avec les camions de sables et leurs conducteurs qui foulent aux pieds toutes les règles de conduite et de respect du code de la route. On se croirait sur le tronçon de Wellcity dans une zone de non droit où précisément tout est permis aux camionneurs de sable qui viennent exposer les camions de sable en désordre à l'entrée du tronçon, ne se souciant même plus que d'autres riverains ou usagers de la route ont droit également de circuler sans entraves.

Et en saison de pluies, côtoyer ces camions de sable dans l'état comateux de la voie, c'est un véritable



La route non praticable

chemin de croix ou même vivre l'enfer sur terre.

Est-ce le Président du Conseil qui doit venir faire le travail à la place des responsables de la Mairie d'Adetikopé (Golfe 6). Les Responsables de cette Mairie auraient-ils sollicité "le concours de la Brigade de gendarmerie ou du commissariat de police de la zone pour l'aider à discipliner les camionneurs de sables, en vain ?

Et si la Mairie aménageait régulièrement le tronçon Wellcity?

Afin de faciliter la libre circulation des riverains du tronçon Wellcity, il revient, pas en terme de charges mais plutôt de responsabilités aux autorités de la Mairie d'Adetikopé (Golfe 6) d'aménager la voie de Wellcity. Car les riverains ne savent plus à quel saint se vouer. On dirait que cette zone échapperait aux responsables de la commune qui ne ménageraient aucun effort pour soulager les peines de leurs concitoyens.

" Vraiment nous souffrons trop et ceci tous les jours. Les camionneurs de sables ne conduisent pas bien sur ce tronçon. En plus de l'état du tronçon qui laisse à désirer en temps normal comme en période de pluies.

Nous n'avons pas nous autres les moyens pour vivre à la Résidence de la Caisse à Lomé. De grâce que les Responsables de notre Commune fassent leur travail et nous facilitent la vie " nous a confié un des riverains, visiblement dépassé.

" Actuellement, pour sortir de la maison et aller au travail, on réfléchit par deux fois avant. Mais étant obligés, nous subissons ce tronçon qui n'est pas évident. Lorsqu'il y a la pluie, c'est encore grave. La voie n'est pas praticable. Il faut souffrir pour l'emprunter avec tous les désagréments possibles. Nos motos et voitures sont régulièrement gâtés. Les camionneurs de sable aussi sont des dangers pour nous. Ils roulent et stationnent en désordre sur la voie. Vivement que les responsables de la voirie réglementent tout cela " a renchéri un autre riverain tout désabusé.

Décidément, la Mairie d'Adetikopé a du pain sur la planche. Ses services techniques doivent descendre sur le terrain et soulager les peines des citoyens. Ce n'est pas du rôle du Président du Conseil. Que chacun fasse son job. Pour l'instant, les riverains du tronçon Wellcity continuent leur éternel chemin de croix !

Crédo TETTEH

Publiez vos marchés publics et Appels d'offre sur la plateforme web dont voici le lien web :
marchespublicstogo.com

3^e EDITION DU BIASHARA AFRIKA : FAURE GNASSINGBÉ APPELLE À UNE NOUVELLE DYNAMIQUE DU COMMERCE INTRA AFRICAIN

Le Président du Conseil, Faure Gnassingbé a ouvert officiellement la 3^e édition du Biashara Afrika ce 18 Mai 2026 dans la capitale Lomé. Le terme "Biashara", qui signifie commerce en swahili, incarne parfaitement l'esprit de cette initiative de la Zone libre d'échange et de commerce africain (ZLECAF) : connecter les marchés d'affaires, faciliter les échanges entre nos entreprises et renforcer les opportunités économiques sur notre continent.

Par Crédo TETTEH

La rencontre vise, entre autres, à identifier et lever les principaux obstacles à la facilitation des échanges entravant le commerce intra-africain. Mettre en lumière les opportunités d'investissement et de commerce dans les secteurs prioritaires dans le cadre de la ZLECAF, mobiliser des financements pour soutenir le commerce, l'industrialisation et les infrastructures, élargir l'accès aux marchés pour les MPME africaines, notamment celles dirigées par des femmes et des jeunes. Promouvoir le développement de sociétés de commerce et de réseaux de distribution continentaux et faciliter la conclusion de partenariats et d'accords à travers des plateformes structurées de mise en relation.

L'organisation de BIASHARA AFRIKA 2026 intervient dans un contexte où les États africains multiplient les initiatives visant à renforcer les échanges commerciaux intra-africains à travers la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF). Face aux défis liés à l'industrialisation, à la transformation locale des ressources naturelles et à la compétitivité des économies africaines, BIASHARA AFRIKA 2026 se positionne comme une plateforme stratégique de dialogue et d'action pour promouvoir des solutions concrètes en faveur du développement du continent.

Pour le Président du Conseil Faure Gnassingbé, cette édition de Biashara Afrika doit permettre de faire émerger de nouveaux partenariats, de nouvelles solutions et une nouvelle dynamique pour l'intervention économique du continent africain. " Elle doit permettre à l'Afrique de produire davantage localement, de mieux



Faure Gnassingbé, "résident du Conseil

sécuriser ses approvisionnements stratégiques, de renforcer, ses capacités industrielles et surtout d'accroître son pouvoir de négociation dans l'économie mondiale", a-t-il déclaré.

Pour Faure Gnassingbé, l'intégration régionale africaine, parfois considérée comme un idéal politique, devient désormais une nécessité économique et géostratégique. La transformation éco-

nomique de l'Afrique passera nécessairement à la construction de chaînes de valeur régionale et par l'émergence d'un secteur privé africain avec des ressources naturelles abondantes, une population jeune et un marché de plus de 1 milliards 400 millions de consommateurs. Le modèle existant limite la création d'emploi industriels, fragilise les économies face aux chocs extérieurs et

réduit la capacité des États à créer de la richesse sur le continent.

La Zlecaf doit aussi permettre à davantage de jeunes entrepreneurs africains d'accéder aux marchés régionaux, à davantage de femmes entrepreneurs de participer aux chaînes de valeur continentales, davantage de PME africaine de bénéficier des opportunités offertes par le commerce

intra-africain. " L'intégration africaine ne pourra réussir si elle reste perçue comme un projet réservé aux grandes entreprises. Elle devra devenir une réalité vécue concrètement par les citoyens africains, eux-mêmes", a lancé le Président du Conseil. Il a indiqué que le Togo demeure pleinement engagé dans cette ambition continentale par sa position géographique, par ces infrastructures logistiques, sa vocation de connectivité régionale et par son engagement constant en faveur de l'intégration africaine à contribuer activement à la construction du marché africain de demain de forme.

Durant les travaux de cette rencontre BIASHARA AFRIKA 2026, des réflexions seront menées sur l'automobile, le textile, l'agriculture, les infrastructures le commerce numérique ou les réseaux de distribution continentaux qui devraient faire émerger davantage de champions économiques africains capable d'opérer le changement voulu à l'échelle régionale et **continentale**.

POURQUOI LE CHOIX DU TOGO POUR ABRITER BIASHARA AFRIKA 2026

Le choix porté sur le Togo pour accueillir, du 18 au 20 mai 2026 la troisième édition du forum d'affaires BIASHARA AFRIKA, apparaît comme une reconnaissance du leadership togolais dans la promotion des investissements, du commerce intra-africain et de la création d'emplois. Le Togo confirme une nouvelle fois son positionnement comme terre des rencontres internationales et plateforme stratégique de l'intégration économique africaine.

Le choix du Togo pour accueillir BIASHARA AFRIKA 2026 repose sur plusieurs atouts stratégiques. Le pays s'affirme aujourd'hui comme un hub logistique et commercial de référence en Afrique de l'Ouest grâce à ses infrastructures modernes, sa position géographique stratégique et sa politique d'ouverture économique. Le Port de Lomé, véritable porte d'entrée sur le marché sous-régional, ainsi que les investissements réalisés dans les infrastructures routières, logistiques et numériques, renforcent davantage l'attractivité du pays.

Le Togo se distingue également par la qualité des réformes économiques et du climat des affaires engagées ces dernières années. Ces réformes, axées sur la digitalisation des services publics, la simplifica-

tion administrative et l'amélioration de l'environnement des investissements, ont considérablement renforcé l'attractivité du pays. Le rapport B-Ready 2025 de la Banque mondiale place d'ailleurs le Togo au premier rang en Afrique de l'Ouest en matière de réformes du climat des affaires. Cette dynamique fait du pays un partenaire crédible et fiable pour les investisseurs et les échanges internationaux.

La diplomatie économique togolaise joue également un rôle majeur dans le rayonnement du pays. Grâce à une politique active de coopération et de partenariats stratégiques, le Togo a su renforcer sa présence sur les grandes questions liées au commerce, à l'intégration régionale et à la coopération africaine. Cette diplomatie proactive contribue à positionner Lomé comme une plateforme régionale incontournable pour les affaires et les investissements.

Le Togo bénéficie aujourd'hui d'un cadre macroéconomique stable qui rassure les investisseurs. Les autorités poursuivent une politique économique rigoureuse visant à préserver le pouvoir d'achat des populations et à maintenir les grands équilibres économiques. En décembre 2025, le taux d'inflation s'est établi à 0,4 %, largement en

dessous du seuil communautaire fixé par l'UEMOA. Cette performance témoigne de la résilience de l'économie togolaise et de la volonté des autorités de bâtir une croissance durable, inclusive et compétitive.

Les PME/PMI, qui représentent plus de 80 % du tissu économique togolais, seront au cœur de cette rencontre. Le forum leur offrira des outils, des réseaux et des opportunités de collaboration indispensables pour accéder aux marchés africains. A moyen et long terme, BIASHARA AFRIKA contribuera à renforcer l'attractivité du Togo, stimuler la création d'emplois, promouvoir l'industrie locale et développer les exportations togolaises vers le marché africain.

En somme, l'organisation de la troisième édition de BIASHARA AFRIKA au Togo constitue une consécration des efforts engagés par les autorités togolaises pour moderniser l'économie nationale et renforcer le rôle du pays dans les dynamiques économiques africaines. Au-delà d'un simple forum d'affaires, BIASHARA AFRIKA 2026 apparaît comme une opportunité stratégique pour le Togo de valoriser son savoir-faire, de consolider son leadership régional et de tirer pleinement profit des opportunités offertes par la ZLECAF.

ZOZO

TOGO : L'OTR SUSPEND TEMPORAIREMENT LES TIMBRES ÉLECTRONIQUES DES CE 18 MAI



L'Office togolais des Recettes (OTR) a annoncé la suspension temporaire de l'utilisation des timbres fiscaux électroniques (e-timbres) à compter de ce lundi 18 mai. Un retour momentané au format papier est requis pour ne pas bloquer les usagers.

Selon le communiqué officiel de l'administration fiscale publié le 13 mai dernier, cette interruption brutale est dictée par des impératifs opérationnels. La plateforme numérique dédiée à l'achat et à la consommation des e-timbres traverse actuellement des difficultés techniques, perturbant son bon fonctionnement.

Afin d'éviter une paralysie des services et de garantir la continuité des prestations, l'OTR a réagi promptement en gelant temporairement l'alternative numérique.

Quel impact pour vos démarches administratives ?

Pas de panique, vos formalités ne seront pas bloquées pour autant. L'Office togolais des Recettes a d'ores et déjà prévu une solution de repli immédiate : "A cet effet, les timbres physiques disponibles dans les points de vente habituels seront utilisés pour remplir les formalités", a précisé l'Office.

Ainsi, pour des dossiers à constituer dès ce lundi 18 mai, il faudra donc renouer avec l'ancienne méthode en vous procurant des timbres fiscaux physiques auprès des guichets et points de vente agréés. Notons que c'est dans le cadre de la modernisation des services publics togolais que cette plateforme a été lancée. Elle permet habituellement aux citoyens et aux entreprises d'acheter et d'utiliser en ligne les timbres fiscaux nécessaires à de nombreuses démarches (actes d'état civil, documents d'identité, législations, etc.). Elle évite ainsi les files d'attente interminables aux guichets.

@macite.tg

FOIRE MADE IN TOGO 2026 : CÉLÉBRATION DU SAVOIR-FAIRE LOCAL DU 3 AU 12 JUILLET

Le rendez-vous incontournable de la consommation locale est de retour. La 7ème édition de la foire "Made in Togo" se tiendra du 3 au 12 juillet 2026 au Centre togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF). Un événement majeur pour découvrir et soutenir le génie créateur des entrepreneurs togolais.

Dès le vendredi 3 juillet, le site de Togo 2000 va vibrer au rythme de l'innovation et de l'artisanat national. L'édition 2026, la septième s'inscrit dans la continuité de la politique de promotion des chaînes de valeur initiée par l'exécutif togolais. L'objectif est d'offrir une vitrine d'exception aux produits transformés sur le territoire et encourager les Togolais à privilégier la production nationale.

Pendant dix jours, jusqu'au 12 juillet, les visiteurs auront l'opportunité de rencontrer les acteurs qui font bouger l'économie du pays. La foire regroupera une diversité d'exposants issus de tous les secteurs d'activité. C'est l'occasion idéale pour les producteurs, transformateurs et artisans venus des cinq régions du Togo de présenter leurs nouveautés.

Les secteurs à l'honneur sont : Agroalimentaire : Produits du terroir, jus naturels, épices et saveurs locales ; Textile et Mode : Créations en pagne tissé, prêt-à-porter et accessoires originaux ; Cosmétique : Soins naturels à base de beurre de karité, de coco et autres ressources locales ; Artisanat : Objets de décoration, maroquinerie et œuvres d'art ; Technologies : Solutions innovantes adaptées aux besoins du marché togolais.

Plus qu'un simple lieu de commerce, la foire est une plateforme stratégique pour l'économie nationale. Elle soutient l'entrepreneuriat en assurant un achat local et contribuant directement à la création d'emplois. Avec la foire, l'on a l'opportunité de qualité et authentique, notamment des produits sains, traçables et souvent issus de méthodes artisanales respectueuses de l'environnement. Et pour finir, ce grand rendez-vous de la fierté nationale renforce la visibilité et permet aux petites et moyennes entreprises (PME) de se faire connaître du grand public et des investisseurs.

@macite.tg

CONSOMMATION :

Hausse de 1,7% du niveau général des prix en avril 2026, évolution trimestrielle

Au Togo, le taux d'inflation demeure contenu en dessous du seuil communautaire de 3 % fixé par l'UEMOA, depuis décembre 2024. En avril 2026, le taux d'inflation au Togo s'est établi à 0,1%, un niveau identique à celui observé en mars et en février 2026, après une tendance baissière continue amorcée depuis décembre 2024, où il atteignait 2,9 %.



Feuilles d'adémè

Selon l'INSEED, dans un contexte international marqué par de fortes incertitudes et la superposition de multiples crises, la maîtrise de l'inflation observée sur ces deux dernières années témoigne de l'efficacité des politiques et actions mises en œuvre par le Gouvernement togolais, sous le leadership du Président du Conseil, pour assurer la stabilité macroéconomique et préserver le pouvoir d'achat des populations. Parmi les mesures prises figurent notamment le soutien à la production agricole, les politiques de stabilisation des prix des biens de grande consommation, les allègements fiscaux et les appuis ciblés aux ménages, etc.

Glissement annuel

Le niveau d'indice, comparé à la situation d'avril 2025 a progressé de 0,7%. Cette évolution s'explique par l'effet de la hausse observée au niveau de l'indice des divisions de consommation "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+9,8%) ; "Restaurants et services d'hébergement" (+2,7%) ; "Transports" (+0,9%) ; "Santé" (+1,7%) et "Soins personnels, protection sociale et biens divers" (+0,9%). La hausse a été amortie par la baisse de l'indice des divisions de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-1,7%) et "Information et communication" (-3,4%).

Du point de vue des nomenclatures secondaires et par rapport à l'état des produits, la hausse du niveau général des prix en glissement annuel est à mettre à l'actif de l'augmentation des prix des produits de l'"Energie" (+10,0%) et des produits " Hors

Energie et produits frais" (+0,7%). Au regard de la provenance, cette variation annuelle s'explique par l'augmentation des prix des produits "locaux" (+1,2%). La progression de prix des produits du secteur "Tertiaire" (+1,1%) et "Secondaire" (+0,9%) a contribué à la hausse annuelle du niveau général des prix. Du point de vue de la durabilité, la hausse du niveau général des prix en évolution annuelle est principalement induite par la progression du niveau des prix des "Services" (+1,1%) et des produits " Non durables " (+0,6%). Par rapport à l'origine, la progression annuelle s'explique par la hausse des prix des produits d'" Origine UEMOA " (+1,1%).

Evolution trimestrielle

Comparativement à la situation de janvier 2026), le niveau général des prix en avril 2026 a connu une hausse de 1,7%. Cette augmentation est principalement due à la progression des indices des divisions de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+4,7%) ; "Restaurants et services d'hébergement" (+2,1%) ; "Transports" (+0,8%) et "Soins personnels, protection sociale et biens divers" (+0,6%). Cette hausse a été amortie par la baisse enregistrée au niveau des produits de la division de consommation "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (-1,3%).

Au regard des nomenclatures secondaires et par rapport à l'état des produits, la hausse du niveau général des prix en variation trimestrielle est à mettre à l'actif de l'augmentation des

prix des produits des " Produits frais " (+5,6%) et des produits " Hors Energie et produits frais " (+0,6%). S'agissant de la provenance, cette variation trimestrielle s'explique par l'augmentation des prix des produits "Locaux" (+2,0%) et "importé" (+0,9%). La progression de prix des produits des secteurs "Primaire" (+8,1%) et "Tertiaire" (+0,8%) a principalement contribué à la hausse trimestrielle du niveau général des prix.

Du point de vue de la durabilité, la hausse du niveau général des prix en évolution trimestrielle est induite par la progression du niveau des prix des produits "Non durables" (+2,9%) et des "Services" (+0,8%). Par rapport à l'origine, la progression trimestrielle s'explique par la hausse des prix des produits d'"Origine UEMOA" (+2,1%).

Pour ce mois d'avril 2026, le taux d'inflation, calculé sur la base des indices moyens des douze derniers mois au niveau national, s'est maintenu à 0,1% tout comme les deux mois précédents. Cet indicateur de convergence au sein des pays de l'UEMOA est obtenu en faisant le rapport de la moyenne des indices des douze derniers mois sur la moyenne des indices des douze mois qui les précèdent. Il résulte de 24 mois d'observation des prix à la consommation.

Evolution mensuelle

Comparativement à la situation de mars 2026 (évolution mensuelle), le niveau général des prix connaît une augmentation de 0,1%. Cette hausse est essentiellement due à la montée du niveau des indices des divisions de

consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+0,8%) ; "Transports" (+0,5%) et "Restaurants et services d'hébergement" (+0,2%) ralentie par la baisse du niveau de l'indice de la division "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (-2,3%).

La croissance du niveau des indices observée en avril 2026 est imputable au renchérissement des produits suivants : "Igname pour fofou (kara-chi)" (+17,2%) ; "Igname" (+20,7%) ; "Adémè" (+23,4%) ; "Gombo frais" (+17,9%) ; "Gombos sec" (+11,3%) ; "Gingembre frais" (+9,4%) ; "Viande de bœuf avec os au kg" (+2,6%) ; "Viande de bœuf sans os au kg" (+3,8%) ; "Essence super de rue" (+5,9%) ; "Plat de fufu + sauce poisson" (+3,5%) et "Plat de kom + poisson frit" (+2,5%). A contrario, les produits qui ont fait fléchir le niveau général des prix en avril 2026 sont : le "Bois de chauffe" (-12,4%) et le "Charbon de bois" (-4,1%).

Calculé hors produits alimentaires, le niveau général des prix a connu une baisse de 0,2% sur le plan national. L'inflation sous-jacente (variation mensuelle de l'indice hors énergie, hors produits frais) est quant à elle restée stable (0,0%). L'indice de prix des "Produits frais" a connu une augmentation de 1,2% dont l'effet a été amoindri par la baisse des produits de l'"Energie" (- 1,7%). Au regard de la provenance, les prix des produits "Locaux" ont connu une hausse de 0,1% de même que les prix des produits " importés " (+0,1%).

Du point de vue de la classification sectorielle, la hausse du niveau général des prix est due à celle des prix des produits du secteur " Secondaire " (+0,2%) et du secteur " Tertiaire " (+0,1%). Pour ce qui est de la durabilité, la hausse observée provient essentiellement de l'accroissement des prix des produits "Non durables" (+0,2%) et des " Services " (+0,1%). Par rapport à l'origine, la progression mensuelle s'explique par la hausse des prix des produits d'"Origine UEMOA" (+0,1%) et d'"Origine Hors UEMOA" (+0,2%).

CONFERENCE REGIONALE SUR LA NUTRITION ET LE DEVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE :

LE TOGO CITÉ EN EXEMPLE

La Conférence régionale de Lomé (11-13 mai 2026), la plus ambitieuse jamais organisée en Afrique subsaharienne sur la nutrition et la petite enfance s'est achevée sur une déclaration dite de Lomé. En réunissant les gouvernements, le Groupe de la Banque mondiale, l'UNICEF, le Mécanisme de Financement Mondial (GFF), les agences onusiennes, le secteur privé et la société civile, la Conférence de Lomé vise à transformer les engagements en cadres nationaux d'action concrets, avec un retour sur investissement pouvant atteindre 23 dollars pour chaque dollar investi dans la nutrition et la petite enfance, et à préparer les enfants d'aujourd'hui à devenir des adultes en meilleure santé, plus édu-

qués et mieux insérés sur le marché du travail.

La déclaration de Lomé

Les 2 000 premiers jours de vie d'un enfant, depuis la conception à ses cinq ans, sont une fenêtre qui se ferme. On ne rattrape pas les retards de développement cognitif. On ne reconstruit pas les capacités nutritionnelles perdues. C'est pourquoi les gouvernements des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre et leurs partenaires multiformes se sont engagés au cours des trois prochaines années, au renforcement de la gouvernance et de l'éthique de responsabilité, à la hiérarchisation et maximisation de l'efficacité et de l'impact des investissements et fournir des services intégrés tout au long du cycle de



La ministre de l'Action sociale

vie.

Il faudra donc entre autres, renforcer l'environnement politique et institutionnel requis pour améliorer les résultats de la petite enfance en faisant de la nutrition et du développement de la petite enfance des urgences et priorités nationales dans les programmes d'action en faveur du capital humain et de la croissance économique, accroître et à maintenir les investissements dans la nutrition et le développement de la petite enfance en mobilisant davantage les ressources intérieures, en explorant des approches de financement innovantes,

notamment en tirant parti des investissements du secteur privé qui soutiennent la mise en œuvre à grande échelle, et en assurant un meilleur alignement des budgets au niveau national et infranational.

les ministres et représentants des pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, les partenaires au développement et la société civile réunis du 11 au 13 mai 2026 à l'occasion de la Conférence régionale sur la nutrition et la petite enfance à Lomé se sont aussi engagés à renforcer et soutenir les capacités de la main-d'œuvre et la création d'em-

Suite à la page 6

FORMATION DE COURTE DUREE :

Apprendre vite pour répondre à des besoins réels

La question de l'emploi des jeunes impose son rythme aux politiques publiques, obligeant à penser des réponses à la fois rapides, efficaces et adaptées aux réalités du terrain. Dans cette recherche d'équilibre entre urgence et pertinence, les formations de courte durée, connues sous l'appellation FCD, s'affirment progressivement comme une solution crédible, portée par une ambition simple mais exigeante : celle de former utilement en peu de temps et de permettre une insertion presque immédiate.



Un apprenant devant son atelier

Elles sont conçues dans le cadre de la Feuille de route gouvernementale. Dans le même élan, les réformes engagées ces dernières années pour rapprocher le système éducatif du monde professionnel trouvent ici une traduction concrète. Le décret du 14 octobre 2025 vient consolider cette orientation en facilitant les passerelles entre les différents parcours, permettant aux jeunes de construire des trajectoires plus souples et plus cohérentes.

Apprendre vite pour répondre à des besoins réels

À la différence des parcours classiques, souvent longs et parfois éloignés des attentes du marché, les FCD privilégient une approche resserrée, centrée sur l'essentiel. En l'espace de 2 à 6 mois, les bénéficiaires acquièrent des compétences directement mobilisables, grâce à des formations dispensées aussi bien en entreprise que dans des centres spécialisés, où la pratique occupe une place centrale.

Ce choix pédagogique répond à une logique d'efficacité, en orientant les jeunes vers des secteurs où les

besoins sont clairement identifiés. L'agriculture, le maraîchage, l'élevage, la pisciculture, la transformation agroalimentaire, mais aussi l'artisanat et les services constituent autant de domaines dans lesquels les opportunités existent et peuvent être rapidement saisies. Ainsi, plutôt que de multiplier les formations sans débouchés, le dispositif fait le pari d'une adéquation fine entre les compétences acquises et les réalités économiques.

Le FNAFPP, un acteur public clé

Si le dispositif tient aujourd'hui sa promesse, c'est en grande partie grâce à l'implication du Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP). Ce dernier agit comme un véritable levier, en assurant à la fois le financement des formations et l'accompagnement des acteurs impliqués. En 2020, par exemple, 2 043 personnes ont bénéficié de l'appui du fonds, tandis qu'en 2021, près de 2 000 ont été formées.

Son intervention s'étend à l'identification des besoins en compétences, à l'appui aux entreprises et aux

organisations professionnelles dans la conception de leurs projets de formation, ainsi qu'à la promotion de modèles d'apprentissage plus ancrés dans la réalité du travail, notamment à travers l'alternance.

Cette présence à chaque étape permet de garantir une certaine cohérence d'ensemble et d'éviter les décalages entre l'offre de formation et la demande du marché.

Montée en puissance progressive

Grâce à l'appui régulier du FNAFPP, le développement des FCD s'est appuyé sur une démarche progressive, permettant d'ajuster le dispositif au fil des expériences. Une première phase pilote a concerné 65 jeunes, ouvrant la voie à une extension à 100 bénéficiaires en 2023, puis à 175 en 2024. Aujourd'hui, ce sont 275 jeunes qui ont été formés et accompagnés.

Cette progression s'appuie sur une coordination assurée par la Direction de la formation professionnelle et de l'apprentissage, avec le concours de partenaires techniques et financiers. À ce titre, l'appui de la coopération allemande, à

travers ses projets, a joué un rôle déterminant. Le projet ProDED a permis de former 65 bénéficiaires dès la phase pilote, posant les bases du dispositif, tandis que le projet ProEmploi+ a contribué à élargir l'initiative en accompagnant, à ce jour, 349 jeunes.

Depuis 2022, plus de 7 cohortes ont ainsi été formées, représentant plus de 800 bénéficiaires répartis dans une vingtaine de métiers, ce qui traduit une dynamique désormais bien installée.

Insertion facilitée

Mais former ne suffit pas si les bénéficiaires ne disposent pas des moyens nécessaires pour se lancer. C'est dans cette optique que s'inscrit la remise de kits d'installation, organisée le 19 mars 2026 dernier à Lomé au profit de 275 jeunes.

Chaque kit, conçu en fonction du métier appris, comprend les outils indispensables pour démarrer une activité dans des conditions satisfaisantes. Qu'il s'agisse d'outils agricoles, d'équipements d'irrigation, de matériel d'élevage, d'instruments de transformation ou d'outils de construction, l'ensemble vise à rendre opérationnels des jeunes désormais formés.

Cette diversité des équipements fait écho à celle des filières proposées, qui vont du maraîchage et du compostage à la pisciculture, en passant par la production d'huiles végétales, la transformation de produits carnés et halieutiques, les soins corporels, la maçonnerie ou encore les techniques d'irrigation. Autant de domaines dans lesquels les bénéficiaires peuvent envisager une activité **viable**.

QUALITE DES SOINS DANS LES CENTRES DE SANTE :

LE TAUX DE MORTALITÉ HOSPITALIÈRE EN BAISSÉ

À Togo, l'indicateur de santé évolue avec une certaine assurance qui n'enlève rien à sa constance. Le taux brut de mortalité hospitalière est en train de régresser, un bon signe pour le système de santé en général. Le taux brut de mortalité hospitalière est un indicateur de santé qui mesure la proportion de patients décédés au sein d'un établissement de santé sur une période donnée.

Il s'agit du rapport entre le nombre total de décès survenus à l'hôpital et le nombre total d'hospitalisations (ou de patients admis) durant la période définie. Ce taux sert à évaluer la fréquence des décès dans un environnement hospitalier et est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des soins.

Net recul

Passé de 3,9 % en 2024 à 3,7 % en 2025, il est attendu à 3,5 % en 2026 au Togo. Une trajectoire descendante qui, à elle seule, esquisse les contours d'un système de soins en amélioration progressive grâce aux investisse-

ments et aux bonnes décisions de l'État.

Une réalité se lit dans ces chiffres : celle d'une capacité accrue des structures sanitaires à prendre en charge les patients, à limiter les complications et à améliorer les issues des hospitalisations. La baisse du taux de mortalité hospitalière, même modérée en apparence, constitue un indicateur sensible de la qualité des soins. Elle reflète l'efficacité des diagnostics, la pertinence des traitements administrés et la qualité du suivi des patients.

Entre 2024 et 2025, le recul de 0,2 point, puis la projection à 3,5 % en 2026, est un bon signe. L'évolution suggère une amélioration des pratiques médicales, un renforcement des capacités des établissements et une meilleure organisation des services hospitaliers.

Un système de soins en consolidation

La tendance rassurante ne s'explique pas par un seul facteur. Elle résulte d'un ensemble d'actions convergentes : renforcement des infrastructures sanitaires, disponi-



L'hôpital de référence

bilité accrue des équipements (le gouvernement a investi près de 20 milliards de francs CFA en 2024 pour doter les formations sanitaires du pays en équipements médicaux modernes, par exemple), montée en compétence du personnel médical et paramédical, ainsi qu'amélioration de l'accès aux soins. En fait, chaque maillon du système contribue à cette progression.

De l'accueil du patient à sa prise en charge, en passant par les interventions médicales et le suivi post-thérapeutique, c'est toute la chaîne de soins qui se trouve progressivement optimisée. La dimi-

nution de la mortalité hospitalière peut également être interprétée comme le signe d'une gestion plus efficace des pathologies, notamment les plus graves.

C'est synonyme d'une capacité accrue à intervenir à temps, à stabiliser les patients et à réduire les risques de complications. L'évolution indique que l'effort déployé commence à produire des effets mesurables.

Cette lutte menée au quotidien dans les hôpitaux, avec comme résultat la diminution du taux de mortalité, est une avancée, mieux une victoire **sanitaire**.

Zozo

COOPERATION REGIONALE : LE MALI S'INSPIRE DU MODELE TOGOLAIS POUR LA PROTECTION DES DROITS HUMAINS



Lomé confirme son statut de carrefour du savoir-faire institutionnel en Afrique de l'Ouest. Depuis le lundi 11 mai 2026, une délégation de haut niveau du ministère malien de la Justice et des Droits de l'Homme séjourne dans la capitale togolaise pour une mission d'immersion et de partage d'expériences.

Prévue pour durer jusqu'au 16 mai prochain, cette visite de travail s'inscrit dans une volonté du Mali de moderniser ses mécanismes de promotion et de protection des libertés fondamentales. Durant une semaine, les responsables maliens multiplient les séances techniques et les visites de terrain avec pour objectif, s'approprier les outils opérationnels et les bonnes pratiques qui font du Togo une référence croissante en matière de gouvernance des droits humains dans la sous-région.

Plusieurs axes majeurs sont visés, notamment comprendre l'architecture des droits humains au Togo à travers une gouvernance institutionnelle, un monitoring et suivi pour étudier les dispositifs de surveillance des violations des droits humains, et enfin les outils de protection devant permettre d'analyser les méthodes d'intervention rapide mises en place par le ministère togolais de la Justice.

Le Mali souhaite renforcer ses capacités institutionnelles. Conduite par Dansoko Marie Thérèse, conseillère technique du ministre malien de la Justice et cheffe de délégation, cette mission est perçue comme un levier de modernisation pour Bamako.

" Cette démarche vise à renforcer les capacités institutionnelles et à favoriser l'appropriation d'outils opérationnels en matière de promotion et de protection des droits humains au Mali ", a-t-elle souligné.

Pour le Mali, le défi est de transposer certaines réussites togolaises dans son propre contexte national afin de garantir une meilleure efficacité des droits des citoyens.

Le Togo, une référence émergente en Afrique de l'Ouest. Le choix du Togo pour cette mission ne doit rien au hasard. Ces dernières années, le pays a entrepris de profondes réformes pour renforcer son cadre juridique et institutionnel (...)

@maecie.tg

HADJ 2026 : LE PREMIER CONTINGENT DES PELERINS TOGOLAIS DANS LES AIRS POUR LA MECQUE



Le top départ pour le grand pèlerinage à La Mecque a été donné hier jeudi 14 mai 2026 à Lomé par les autorités togolaises. Sous l'encadrement de l'exécutif, la première vague de fidèles musulmans a quitté le tarmac de l'Aéroport International Gnassingbé Eyadéma (AIGE) en direction de la Terre sainte.

Ils sont au total 247 fidèles d'Allah, à avoir embarqué pour ce vol inaugural jeudi dernier. Ce groupe constitue la première des sept vagues de pèlerins prévues pour l'édition 2026 du Hadj. Afin de garantir un voyage serein et sécurisé, l'Etat togolais a de nouveau affrété des vols spéciaux pour transporter les pèlerins directement vers l'Arabie saoudite.

Au total, 2.425 fidèles, répartis en sept vagues successives, auront à passer un mois en Terre sainte dans le cadre du Hadj 2026.

" Soyez des ambassadeurs ", le souhait des autorités togolaises. Comme à l'accoutumée, ce départ s'est déroulé sous l'œil attentif de plusieurs membres du gouvernement, présents pour encourager les voyageurs et s'assurer du bon déroulement des formalités de départ.

À cette occasion, le ministre de l'Administration Territoriale et président de la Commission Nationale du Hadj (CNH), Awaté Hodabalo, a adressé un message spécial aux fidèles avant leur envol. " Vous êtes les ambassadeurs du Togo au Hadj ", a-t-il rappelé avec solennité (...)

@maecie.tg

SANTÉ NEONATALE :

L'HÔPITAL MÈRE-ENFANT D'AMOU-OBLO OFFICIELLEMENT INAUGURÉ

Le réseau sanitaire togolais s'agrandit. Le samedi 16 mai dernier, la préfecture de l'Amou a vibré au rythme de l'inauguration officielle de l'Hôpital Mère-Enfant d'Amou-Oblo. Une infrastructure moderne, qui marque une avancée majeure dans l'accès aux soins spécialisés pour les femmes et les tout-petits au Togo.

Bâti sur une superficie impressionnante de 7.090 m², ce nouveau joyau sanitaire a été pensé pour répondre efficace-

ment aux urgences et aux besoins médicaux de la région. L'Hôpital Mère-Enfant d'Amou-Oblo affiche une fiche technique solide, avec une capacité d'accueil de 51 lits d'hospitalisation, et deux (02) blocs modernes et équipés aux standards internationaux.

Pour assurer une prise en charge holistique, l'établissement propose un large éventail de spécialités médicales, notamment la gynécologie-obstétrique et Maternité, la pédi-



Coupure du ruban

atrie et Chirurgie pédiatrique, la néonatalogie et Réanimation,

les urgences médicales, et une imagerie médicale et Biologie médicale (laboratoire).

Une réponse concrète de l'État aux besoins des populations

Cette inauguration s'inscrit en ligne droite de la politique de modernisation du système de santé insufflée au plus haut sommet de l'État.

Lors de la cérémonie, le ministre en charge de la santé, et représentant le Président du Conseil, Jean-Marie Koffi Tessi, a rappelé la vision derrière ce projet. " L'hôpital mère-enfant du Togo à Amou Oblo est une réponse de l'Etat aux besoins précis des populations "

Le Directeur général de l'Institut National d'Assurance

Maladie (INAM), maître d'œuvre de ce chantier d'envergure Tchilabalo Pilanté, n'a pas caché sa fierté quant à la concrétisation de cette promesse présidentielle.

Selon lui, " la concrétisation de la promesse du Président du Conseil à travers cet hôpital marque une étape importante dans l'amélioration de la prise en charge sanitaire des mères et des enfants. L'INAM est honoré de porter cet ambitieux projet sanitaire gouvernemental au bénéfice des populations "

Vers un maillage national : 4 autres hôpitaux en construction

L'infrastructure d'Amou-Oblo n'est que la première étape d'un plan national bien plus vaste. Pour garantir l'équité territoriale en matière de soins de santé, quatre autres hôpitaux mère-enfant sont actuellement en cours de réalisation dans différentes régions du Togo.

L'ambition à terme du gouvernement est claire : rapprocher les soins spécialisés des populations et réduire drastiquement le taux de mortalité maternelle et infantile sur l'ensemble du territoire national.

@macite.tg

CONFERENCE REGIONALE SUR LA NUTRITION ET LE DEVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE :

LE TOGO CITÉ EN EXEMPLE

Suite de la page 4

plais pour les femmes et les jeunes, de promouvoir l'équité et l'inclusion, la promotion du partage des connaissances et de la collaboration régionale et d'élaborer une feuille de route pour une meilleure responsabilisation.

Les performances du Togo

Les organisateurs ont remercié le Gouvernement et le peuple togolais au regard des avancées réalisées ces dernières années dans les domaines de la nutrition et du développement de la petite enfance. " Le Togo illustre aujourd'hui un engagement politique fort en faveur de la petite enfance. Cet engagement a été reconnu l'année dernière avec la désignation de Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE, Président du Conseil comme Champion de la petite enfance, notamment en raison des progrès accomplis dans la vaccination, la nutrition et l'éducation préscolaire. Ces résultats s'inscrivent dans une dynamique engagée depuis plusieurs années déjà ", a reconnu le Directeur régional adjoint de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Entre 2014 et 2017, le Togo a réduit le retard de croissance de 27,5 % à 23,8 %, tout en enregistrant l'un des taux d'allaitement maternel exclusif les plus élevés de la sous-région, atteignant 64,3 %. Cette volonté politique s'est encore renforcée récemment avec la validation, en 2024, de la stratégie nationale d'éducation préscolaire et l'adoption d'un arrêté interministériel encadrant les crèches et garderies. Ces réformes démontrent la valeur d'une approche multisectorielle intégrée et positionnent le Togo comme une source d'inspiration pour la région.

En effet, le Gouvernement togolais a fait de la nutrition et du développement de la petite enfance non pas une déclaration volontariste, mais une priorité d'action. Nous avons agi. " Nous avons investi. Nous avons innové. Et

nous avons encore beaucoup à faire, ce qui nous rend d'autant plus déterminés à apprendre des expériences de nos voisins et à partager les nôtres ", a déclaré la ministre chargée de la Famille et de la Protection de l'Enfance, Moni Sankarédja.

Pour ce faire, plusieurs programmes et initiatives ont été mis en œuvre. Entre autres, il faut citer : Le programme Wézou, lancé en août 2021, qui a permis d'enrôler plus de 600 000 femmes en moins de trois ans, pour plus de 3,2 millions de services fournis et plus de 360 000 accouchements assistés ; le programme School AMU,

l'assurance maladie universelle appliquée au milieu scolaire ; les cantines scolaires qui ont servis plus de 75 millions de repas chauds depuis 2008.

Quant au projet d'autonomisation des femmes et du dividende en Afrique Subsaharienne plus (SWEDD+), il permet d'atteindre les femmes et les enfants dans les zones rurales et enclavées, assurant un suivi prénatal de qualité, la détection précoce des complications de grossesse, et des consultations de nutrition pour les adolescentes et les jeunes mères à travers les cliniques *mobiles*.

FAIRE PART DE DÉCÈS



99 ANS

Nous avons la profonde douleur de vous faire part du décès de
Veuve N'DAFIDINA Katakpéda
née BAMELA
 survenue le **08 Mai 2026** au **CHU KARA** à l'âge de **99 ans**.

Vous en font part :
 Le chef canton de Baga (Préfecture de Doufélé),
 Le chef village de Hounahou à Baga
 La collectivité DAAN'DAGA de Ligha à Hounahou,
 La collectivité FIGAH NANDEDGA de Hourou à Hounahou,
 MEDOUGOU Solimba Nestor ses frères et sœurs au Togo et à l'étranger,
 N'DAFIDINA Kossi Bernard ses frères et sœurs au Togo et à l'étranger,
 Les grandes familles N'DAFIDINA, BAMELA, DJAIMBA-LIMTA,
 MITEBIDINA, BILIWA, KOUKOUA, TABOUKOUNA,
 HOMGOUENA, DOLAMA, BAYAMNA,
 ainsi que les parents, alliés, amis et connaissances.

L'enterrement aura lieu le Samedi 30 Mai 2026
à Baga, son village natal.

Que son âme repose en paix !

ANNONCE & REMERCIEMENT

Togbui GALI, chef du village de BATONOU

La famille ASSAGBA à Lomé et Batonou

La famille RHODES de Lomé et ses environs

Mme Wesley Ameyo Innocente née ASSAGBA, ses frères, sœurs et leurs enfants à Lomé, France et Belgique

Les Enfants de la Défunte : RHODES Stéphanie Adetayo, Octavio Omolade, Florent Adebayo, Christian Oluwagbemiga et Thais Ibidou.

ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de leur chère regrettée :

Veuve RHODES
Akouavi Sika Georgette

vous renouvellent leurs sincères remerciements et vous prient de



bien vouloir assister ou de vous unir d'intention aux funérailles :

== PROGRAMME ==

JEUDI 21 MAI 2026 20h00 : Messe de veillée à la Paroisse Catholique Sacré-Cœur Junior de Tokoin Est (Collège Saint Joseph de Lomé).

VENDREDI 22 MAI 2026 08h00 : Messe d'enterrement dans la même paroisse. 10h00 : Inhumation au cimetière de Bé-Kpota.

(Les salutations d'usage seront reçues au cimetière)



**AVIS AUX OPERATEURS ECONOMIQUES
(COMMISSIONNAIRES EN DOUANE AGREES,
CONSIGNATAIRES, IMPORTATEURS, EXPORTATEURS)**

N° 004/2026/OTR/CG/CDDI

Le Togo accueille la troisième Edition du forum panafricain des affaires « BIASHARA AFRIKA » du 18 au 20 mai 2026. Au cours de ce forum, le Secrétariat Général de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf) organise une foire des expositions dénommée « Foire BIASHARA AFRIKA », sur l'esplanade du Palais des Congrès de Lomé.

A cet effet, j'invite les exposants sur le site de la Foire à suivre la procédure douanière ci-après, lors de l'importation de leurs marchandises :

- acheminement des marchandises sur le site de la Foire sous le couvert d'une déclaration de transit national (IM8) avec émission du T1 par les bureaux d'entrée ;
- prise en charge des marchandises par le bureau des opérations douanières installé sur le site de la Foire et apurement du T1 ;
- levée de la déclaration IM5 (50.00 000) au bureau des opérations douanières de la Foire, code TG129 ;
- régularisation des déclarations IM5 pour les marchandises mises à la consommation sur le site de la Foire, au cours de la période de l'événement, dans les conditions suivantes :
 - pour les produits originaires agréés au schéma de libéralisation de la ZLECAf, l'assiette taxable est égale à 7% de leur valeur en douane ;
 - pour les produits originaires non agréés au schéma de libéralisation de la ZLECAf, l'assiette taxable est égale à 23% de leur valeur en douane ;
 - application du droit commun pour les produits tiers.

A la fin de la Foire, les marchandises n'ayant pas été vendues sur le site seront acheminées aux bureaux de sortie à travers une déclaration IM8 (8050) avec émission du T1. Après apurement du T1, elles peuvent alors faire objet d'une déclaration :

- de mise à la consommation (40.00 000) ; ou
- de réexportation (30.00 000).

Je compte sur le civisme de tous pour le respect scrupuleux des dispositions du présent avis.

Fait à Lomé, le 15 mai 2026

Le Commissaire Général

Yawa Djigbodi TSEGAN

#MaCarte MaLiberté

JUSQU'AU 31 JUILLET 2026

-50%
SUR LES
FRAIS



**DEMANDEZ VOTRE CARTE
OPEN OU CHALLENGE VIA
L'APPLICATION MYCORIS
BANK OU EN AGENCE
INFO : 8283**

La Banque Autrement

<https://coris.bank>

